



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA CREUSE

Direction Départementale des Territoires
Service Espace Rural, Risques, Environnement
Bureau Milieux Aquatiques

Arrêté n° 2015-01

**ARRETE PORTANT REGLEMENT PARTICULIER DE POLICE
DE LA NAVIGATION SUR LA RETENUE DU BARRAGE DE
CHAMPSANGLARD SUR LA RIVIERE NON DOMANIALE « LA CREUSE »,
DANS LE DEPARTEMENT DE LA CREUSE**

**Le Préfet de la Creuse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le Code des Transports, notamment les articles L. 4241-1 et suivants ;

VU le Code de l'Environnement ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code des Sports ;

VU le décret du 11 octobre 1985 relatif à l'aménagement et à l'exploitation de la chute de CHAMPSANGLARD sur la Creuse, dans le département de la Creuse ;

VU le décret n° 2014-445 du 30 avril 2014 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2013-251 du 25 mars 2013 relatif à certaines dispositions de la partie réglementaire du Code des Transports ;

VU le décret n° 2013-253 du 25 mars 2013 relatif à certaines dispositions de la partie réglementaire du Code des Transports ;

VU le règlement général de police de la navigation intérieure annexé au décret n° 73-912 du 21 septembre 1973 ;

VU la circulaire interministérielle du 1^{er} août 2013 relative à la mise en œuvre du règlement général de police de la navigation intérieure et des règlements particuliers de police pris pour son exécution ;

VU l'arrêté préfectoral réglementaire permanent n° 2002-350-1 en date du 16 décembre 2002 relatif à l'exercice de la pêche en eau douce dans le département de la Creuse ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2003-346-1 en date du 12 décembre 2003 modifiant l'arrêté réglementaire permanent du 16 décembre 2002 relatif à l'exercice de la pêche en eau douce dans le département de la Creuse ;

VU l'arrêté n° 2004-0957 en date du 18 novembre 2004 modifiant l'arrêté réglementaire permanent du 12 décembre 2003 relatif à l'exercice de la pêche en eau douce dans le département de la Creuse ;

VU l'arrêté en date du 28 juin 2013 portant règlement général de police de la navigation intérieure (R.G.P.N.I.) ;

VU l'arrêté du Premier ministre en date du 28 mai 2014 nommant Monsieur Laurent BOULET, Directeur départemental adjoint des Territoires de la Creuse à compter du 1^{er} juillet 2014 ;

VU la décision préfectorale en date du 5 janvier 2015 chargeant Monsieur Laurent BOULET, Directeur adjoint, de l'intérim du Directeur Départemental des Territoires de la Creuse ;

VU l'arrêté n° 2015005-005 du 5 janvier 2015 du Préfet de la Creuse donnant délégation de signature à Monsieur Laurent BOULET, Directeur départemental des Territoires de la Creuse par intérim ;

VU le rapport en date du 13 janvier 2015 du Directeur Départemental des Territoires de la Creuse et le procès-verbal des consultations annexé ;

Considérant que l'aménagement hydroélectrique de CHAMPSANGLARD a été réalisé en vue de la production d'énergie électrique indispensable à l'économie nationale et que dans ces conditions, le concessionnaire a la prépondérance pour l'utilisation du plan d'eau ;

Considérant qu'en vue d'assurer la sécurité publique, il y a lieu de réglementer la navigation sur la retenue de CHAMPSANGLARD ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Creuse par intérim ;

ARRETE :

Article 1 - Champ d'application

Sur le plan d'eau de la retenue de CHAMPSANGLARD, sur la rivière non domaniale « La Creuse », dans le département de la Creuse, l'exercice de la navigation est régi par le Règlement Général de Police de la navigation intérieure (R.G.P.) et le présent arrêté.

Seules sont autorisées sur la retenue du barrage de CHAMPSANGLARD les activités qui ne portent pas atteinte à la sécurité des ouvrages et de leur bon fonctionnement et accordées par le concessionnaire.

Pour l'application du présent arrêté, le plan d'eau est réputé s'étendre, d'aval en amont, entre le barrage de CHAMPSANGLARD et le confluent du ruisseau de Valette.

La limite amont du plan d'eau est balisée comme indiquée à l'article 4 ci-après.

Au-delà de cette limite, le Règlement Général de Police de la navigation intérieure s'applique seul.

Article 2 - Dispositions d'ordre général

Ces activités peuvent s'exercer dans les limites et conditions ci-après, aux risques et périls des pratiquants, sans que la responsabilité du concessionnaire et de l'administration puisse être engagée.

En particulier, du fait des variations du niveau de la retenue ou de la présence d'obstacles immergés, les usagers du plan d'eau sont tenus de prendre à leurs frais toutes précautions appropriées pour éviter les accidents et avaries.

L'aménagement de toute installation en bordure de la retenue doit faire l'objet d'une convention expresse préalable, précaire et révocable, consentie par le concessionnaire. Cette convention devra être visée et approuvée par le Préfet préalablement à son entrée en vigueur.

2-1 - Sont interdites les activités ci-après sur toute la surface de l'eau :

2-1-a - (articles R. 4241-14 et R. 4241-60 du Code des Transports) :

La pratique du ski nautique et bateaux à moteur thermique hors autorisation spécifique accordée par arrêté préfectoral, conformément aux dispositions prévues aux articles R. 4241-14 et R. 4241-60 du Code des Transports.

2-1-b - (article A. 4241-54-4, chiffre 1, du Code des Transports) :

Le stationnement ou l'amarrage prolongé, sauf autorisation spécifique, conformément aux dispositions prévues à l'article A. 4241-54-4, chiffre 1, du Code des Transports.

2-1-c - La circulation et le stationnement des bateaux, trains de bois ou engins flottants de toutes sortes sur la retenue sont interdits dans la zone comprise entre le barrage et une ligne droite reliant deux panneaux placés à terre sur chacune des rives, aux points A et B, conformément aux indications figurant sur le plan annexé au présent arrêté

2-2 - Sont autorisées :

2-2-a - La circulation des bateaux à voile, planches à voile, bateaux à moteur électrique, les pédalos, l'aviron, le float-tube et canoës-kayaks, sur l'ensemble de la retenue, sauf dans les zones désignées à l'article 3-1 :

- **2-2-a-1 - Canoës-kayaks** : ils peuvent évoluer sur le plan d'eau, sauf dans la zone interdite située à l'amont du barrage, dans les conditions suivantes :

Toute l'année, l'embarcation des canoéistes se fera à la limite amont de la zone médiane réservée aux embarcations de loisirs sur la retenue de Champsanglard.

La descente de la retenue « en continu » à partir de ce point pourra donc être effectuée, à la condition expresse de traverser la zone réservée aux pêcheurs, dans l'axe médian, de 10 heures à 18 heures, seulement.

2-2-b - (articles R. 4241-61 du Code des Transports) :

La baignade est autorisée dans les zones aménagées et suivant l'arrêté municipal qui exerce la police des baignades (*article L. 2213-23 du Code Général des Collectivités Territoriales*).

Article 3 - Schéma directeur d'utilisation

Les conditions d'utilisation du plan d'eau sont réglées selon les dispositions prévues par le schéma directeur joint en annexe.

Ce schéma comporte les dispositions suivantes :

3-1 - Zone interdite à toute navigation :

La circulation des bateaux ou engins flottants de toute sorte sur la retenue est interdite dans la zone comprise entre le barrage et une ligne droite reliant deux balises placées à terre sur chacune des deux rives à **300 mètres** en amont du barrage.

La navigation est interdite dans les zones de baignades et à moins de 50 mètres des bouées délimitant celles-ci.

3-2 - Zone réservée aux pêcheurs : en amont du ruisseau de Jouillat :

Les pêcheurs ont accès à l'ensemble de la retenue, exceptée la zone interdite à proximité du barrage, lorsqu'ils sont en barque.

Dans la partie qui leur est réservée, seuls les barques de pêche nues et à rames et les bateaux de pêche à moteur électrique seront autorisés à pénétrer dans cette zone, ainsi que les canoës-kayaks, à condition qu'ils évoluent dans l'axe médian du plan d'eau, aux dates, jours et heures fixés à l'article 2.

3-3 - Zone de baignade :

Des zones de baignade pourront être aménagées en bordure de la retenue en fonction de la réglementation en vigueur.

Dans les zones aménagées, la baignade sera autorisée dans les limites balisées, conformément à l'article 5 et fera l'objet d'un arrêté municipal suivant le Code Général des Collectivités Territoriales.

3-4 - Zone de mise à l'eau :

Des zones de mise à l'eau pourront être aménagées en fonction de la réglementation en vigueur et après convention préalable avec le concessionnaire. Cette convention devra être approuvée et visée par le préfet préalablement à son entrée en vigueur.

Il n'est pas institué le long des rives une zone continue dite « bande de rive ».

Les interdictions et restrictions ne sont pas applicables aux bateaux devant assurer la sécurité, la police de la pêche, la police de l'eau, la police de la navigation, l'entretien des équipements du concessionnaire et les déplacements liés à la gestion du plan d'eau, ainsi que les bateaux de pêche équipés d'un moteur électrique, pour lesquels la vitesse est limitée à 5 km/h. Leurs utilisateurs devront prendre les dispositions nécessaires pour garantir leur propre sécurité, notamment pour prévenir le risque d'emportement en cas de déversement des barrages.

Article 4 - Signalisation du plan d'eau

La signalisation du plan d'eau est conforme au règlement général de police de la navigation intérieure.

4-1 - La zone interdite à la navigation est signalée par deux panneaux de type A1 complétés par flèche implantés comme indiqué à l'article 3, deux bouées jaunes de 0,80 mètre de diamètre

surmontées d'un fanion rouge d'interdiction d'accès placées à égales distances entre elles et les panneaux.

Les panneaux d'interdiction seront conformes aux prescriptions de l'annexe 7 du règlement général de police de la navigation intérieure. Ces panneaux seront fournis, placés, entretenus et renouvelés par le concessionnaire de façon à maintenir en place une signalisation en parfait état.

4-2 - Les zones de baignades sont balisées au moyen de bouées biconiques jaunes de 0,40 mètre de diamètre et espacées de 10 à 15 mètres selon l'étendue des zones.

La signalisation réglementaire sera fournie, placée, entretenue et renouvelée par la collectivité territoriale ou l'association ou groupements particuliers gestionnaire de la zone de baignade, elle devra maintenir en place une signalisation en parfait état.

4-3 - La limite de la zone réservée :

Le balisage est fait au moyen de deux panneaux de type A1, soit un sur chaque rive, complétés par un cartouche portant la mention « SAUF barques de pêche et canoës-kayaks dans les conditions autorisées », et deux bouées jaunes de 0,80 mètre de diamètre placées à égales distances entre elles et les panneaux.

Les panneaux d'interdiction seront conformes aux prescriptions de l'annexe 7 du règlement général de police de la navigation intérieure. Ces panneaux seront fournis, placés, entretenus et renouvelés par le concessionnaire de façon à maintenir en place une signalisation en parfait état.

4-4 - Le balisage de l'extrémité amont du plan d'eau :

Le balisage est fait au moyen de deux panneaux, soit sur chaque berge un panneau de type E8 (*aire de virage*) comportant en lieu et un panneau avec l'inscription « Fin du plan d'eau de CHAMPSANGLARD ».

Les panneaux d'interdiction seront conformes aux prescriptions de l'annexe 7 du règlement général de police de la navigation intérieure. Ces panneaux seront fournis, placés, entretenus et renouvelés par le concessionnaire de façon à maintenir en place une signalisation en parfait état.

Article 5 - Règles de route

5-1 - Pour l'application du R.G.P., sous section 6, le plan d'eau n'est pas considéré comme un grand plan d'eau.

5-2 - L'ordre de priorité pour la navigation sur la retenue est fixé de la façon suivante :

- bateaux de sécurité ;
- Float-tube
- bateaux à voile ;
- planches à voile ;
- avirons ;
- embarcations légères (pédalos, canoës-kayaks, barques à rames, paddles...) ;
- bateaux à moteur électrique.

Dans chaque catégorie, l'embarcation la plus lente a priorité sur l'embarcation la plus rapide, conformément aux dispositions prévus à l'article A. 4241-53-1, chiffre 2, du Code des Transports.

Les interdictions et restrictions imposées par le présent arrêté ne sont pas opposables aux embarcations du concessionnaire ainsi qu'à celles utilisées pour le contrôle de la concession de forces hydrauliques pour la police de la pêche, pour le respect de la présente réglementation et le sauvetage.

Article 6 - Plongée subaquatique

L'exercice de la plongée subaquatique ne peut être pratiqué qu'entre le lever et le coucher du soleil, sauf autorisation accordée par arrêté préfectoral.

Les exercices de plongée sont signalés par un bâtiment ou établissement flottant assurant la sécurité des plongeurs et portant la signalisation prescrite par l'article 3.48 du R.G.P.

Les bâtiments et engins flottants autres que ceux assurant la desserte et la sécurité de la plongée doivent s'écarter d'au moins 50 mètres du bâtiment ou de l'établissement flottant portant ce signal.

Article 7 - Restriction et interdictions à la navigation en périodes de glaces, de crues et de vidange partielle (article R. 4241-25, alinéa 3 du Code des Transports)

Toute navigation est interdite en deçà de la côte d'exploitation fixée par le concessionnaire, soit 298,00 NGF moins 5,00 mètres.

Les usagers en sont informés par affichage en bordure de la retenue par le concessionnaire.

Les mesures d'arrêt de la navigation ne s'appliquent pas aux bateaux chargés des secours, de service et d'entretien de la voie d'eau dans l'exercice de leur mission.

Article 8 - Manifestation nautique ou sportive (article R. 4241-38 du Code des Transports)

Les manifestations nautiques font l'objet d'autorisations spéciales données par arrêté préfectoral et autorisées par convention préalable entre l'organisateur et le concessionnaire.

La demande doit être adressée au moins trois mois avant la manifestation et formalisée suivant le document CERFA N° 1530*01.

Article 9 - Dispositions diverses

9-1 - Propreté des abords :

Les abords du plan d'eau doivent être maintenus dans le plus parfait état de propreté. Il est rigoureusement interdit d'y jeter, ainsi que sur le plan d'eau lui-même, des bouteilles, papiers, boîtes de conserves et détritiques de toute nature.

9-2 - Respect des abords :

Il est interdit également de se livrer sur le plan d'eau et ses abords à des activités susceptibles de nuire au bon ordre et à la sécurité publique.

9-3 - Port du gilet de sauvetage ou d'une aide individuelle à la flottabilité (article A. 4241-17 du Code des Transports) :

L'équipement de sécurité des bateaux sera conforme à la réglementation en vigueur.

Le port du gilet de sauvetage est recommandé dans toutes circonstances et pour tous, notamment pour l'embarquement et le débarquement.

Ces équipements doivent être adaptés à la morphologie des personnes à bord et avoir un niveau de performance conforme à la réglementation.

9-4 - Infraction :

Les infractions aux présentes dispositions seront constatées et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 10 - Mise à disposition du public :

Le présent règlement sera affiché pendant une durée d'un mois en mairie d'ANZEME, CHAMPSANGLARD, JOUILLAT et GLENIC. Il sera justifié de l'accomplissement de cette mesure de publicité par un certificat établi par le Maire.

Le présent arrêté sera affiché aux abords de la retenue en des points susceptibles d'attirer l'attention du public par les soins du concessionnaire .

Le présent arrêté sera également mis à disposition du public sur le site internet de la Préfecture de la Creuse (www.creuse.gouv.fr) pendant une durée d'au moins un an, et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Creuse.

Les prescriptions temporaires feront l'objet d'un affichage aux mêmes endroits.

Article 11 - Recours :

Le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'Environnement dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.
-

Article 12 - Entrée en vigueur :

Le présent arrêté portant règlement particulier de police entre en vigueur à compter de sa signature.

Il abroge l'arrêté n° 203-104-4 du 14 avril 2003 portant règlement particulier de police de la navigation sur la retenue du barrage de Champsanglard sur la rivière non domaniale « La Creuse », dans le département de la Creuse.

Article 13 - Exécution

Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Creuse par intérim, Monsieur Le Directeur du Groupement d'exploitation hydraulique de la Circonscription Electrique Centre et Ouest à LIMOGES, le Service National d'Electricité de France, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Limousin, Monsieur le Directeur Adjoint de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de la Creuse, Monsieur le Lieutenant-Colonel - Commandant le Groupement de Gendarmerie Départementale de la Creuse, Madame le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles de la Creuse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé, pour information, à Messieurs les Maires des communes d'ANZEME, CHAMPSANGLARD, JOUILLAT et GLENIC, Monsieur le Chef du Service Départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques de la Creuse, Monsieur le Président de la Fédération Départementale des Associations de Pêche et de Pisciculture de la Creuse et Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de la Creuse.

A GUERET, le 22 JAN. 2015

Le Préfet de la Creuse,
Pour le Préfet et par délégation
Le Directeur départemental par intérim,



L. BOULET



DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE LA CREUSE

Shéma directeur du Plan d'eau de la retenue de Champsanglard

Commune de Jouillat

Commune de Glénic

Commune d'Anzême

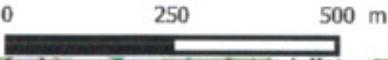
Légende

schéma directeur

- zone de baignade
- zone interdite à la navigation



© IGN - SCAN 25 ©
© IGN - BD CARTO ©



Fin du plan d'eau de Champsanglard